

**CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL**

—
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

—
Direction administrative et financière

—
Service des marchés

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MIGRATION DU SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES

Marché à procédure formalisée
en application de l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique

Référence du marché : 25MAR07

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P.)

Table des matières

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
2.1. Etendue de la consultation	4
2.2. Allotissement	4
2.3. Durée du marché	4
2.4 Montant du marché.....	4
2.5. Variantes et options	4
2.6. Lieu d'exécution.....	4
2.7. Référence du marché.....	4
2.8. Langue	4
2.9 Sous-traitance.....	4
2.10 Prestations similaires	5
ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
ARTICLE 4 – FORME, REVISION ET CONTENU DES PRIX	5
ARTICLE 5 - AVANCE	5
ARTICLE 6 - PAIEMENT	6
6.1. Modalités de paiement.....	6
6.2. Délai de paiement	6
6.3. Mode de facturation	6
6.4. Présentation des demandes de paiement.....	6
6.5. Acceptation de la demande de paiement.....	7
6.6. Paiement.....	7
6.7. Retard de paiement - intérêts moratoires	7
ARTICLE 7 MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS OU MISSIONS	7
7.1 Responsables administratifs et techniques pour le CESE.....	7
7.2 Responsable technique pour le titulaire	7
7.3 Suivi de la qualité	8
7.4 Opérations de vérifications	8
7.5 Admission, ajournement, réfaction et rejet	8
7.6 Evolutions techniques	8
ARTICLE 8 - NANTISSEMENT	8

ARTICLE 9 – PENALITES	8
ARTICLE 10 – PIECES A PRODUIRE DURANT L'EXECUTION DU MARCHE.....	9
ARTICLE 11 STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE	9
11.1. Composition et liens juridiques	9
11.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement	9
11.3. Récusation du personnel	9
ARTICLE 12- OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
12.1. Discrétion et confidentialité.....	10
12.2. Références.....	10
12.3. Lutte contre le travail dissimulé	10
ARTICLE 13 – GARANTIE TECHNIQUE.....	10
ARTICLE 14 – ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE ...	10
ARTICLE 15 - RESILIATION.....	10
15.1. Exécution aux frais et risques du Titulaire	10
15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	10
ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL.....	11
ARTICLE 17 - LITIGES	11
ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	11

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation du système de contrôle d'accès du Conseil Economique Social et Environnemental.

ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1. Etendue de la consultation

Le présent marché est passé selon une procédure formalisée conformément à l'article R. 2124-1 du Code de la commande publique, sous forme d'appel d'offre ouvert (art. R. 2124-2 du Code de la commande publique).

Il comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande.

2.2. Allotissement

Le présent marché n'est pas décomposé en lots car les prestations ne peuvent être divisées.

2.3. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 18 mois à compter de sa notification.

Pour autant, la durée d'exécution des travaux, de la part forfaitaire, est de 6 mois (2 mois de préparation et 4 mois de travaux).

2.4 Montant du marché

Sans valeur contractuelle, le montant estimé du marché est de 200 000 euros HT sur sa durée globale.

2.5. Variantes et options

Sans objet

2.6. Lieu d'exécution

Le marché s'exécute dans les locaux du titulaire.

2.7. Référence du marché

Le numéro de référence attribué au marché est : 25MAR07.

2.8. Langue

Tous les documents et factures doivent être rédigés en français.

2.9 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Après acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord

sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours à compter de l'acceptation, une caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG FCS. Notamment, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Les modalités de la cession des droits de propriété intellectuelle d'un sous-traitant au maître de l'ouvrage sont définies à l'article relatif à la cession des droits de propriété intellectuelle dans le cas d'une sous-traitance, ci-après.

2.10 Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122- 7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les documents contractuels du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant et ses annexes financières (DPGF & BPU) ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales Fournitures courantes et services (CCAG.FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JO du 1^{er} avril 2021 ;
- l'offre technique et financière du titulaire dans ses dispositions qui ne sont pas contraires au présent document.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès du CESE.

ARTICLE 4 – FORME, REVISION ET CONTENU DES PRIX

Les prestations sont traitées à prix forfaitaires et unitaires. Les prix sont fermes.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

ARTICLE 5 - AVANCE

Conformément aux articles R.2191-3 à 12 du Code de la commande publique, le titulaire peut bénéficier du versement d'une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50.000€ hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Son montant est fixé à 5% du montant initial du marché, toutes taxes comprises.

Le taux de l'avance est porté 20% si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise (telle que mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique).

Le remboursement de cette avance s'impute, le cas échéant, sur les sommes dues au titulaire lorsque le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant des prestations confiées au titre du présent marché. Le remboursement s'achève lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant des prestations confiées au titre du présent marché.

ARTICLE 6 - PAIEMENT

6.1. Modalités de paiement

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution du présent accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique.

Les montants facturés seront éventuellement réduits des montants dus par le Titulaire au titre des pénalités prévues à l'articles 8 du présent CCAP.

6.2. Délai de paiement

Le CESE dispose d'un délai de trente (30) jours pour procéder au paiement des sommes dues au titulaire. Ce délai court à compter de la date de réception des documents par le CESE.

6.3. Mode de facturation

Les prestations objet du présent marché, sont réglées après présentation des factures, selon les prix indiqués au sein de l'annexe financière de l'acte d'engagement, après service fait.

Toute commande fait l'objet d'une facturation individualisée.

6.4. Présentation des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom, n° SIRET et adresse du créancier,
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement,
- le numéro du marché : 25MAR07,
- le numéro du bon de commande, le cas échéant,
- la date du marché,
- la prestation exécutée,
- le montant hors T.V.A. de la prestation exécutée,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- la date.

Les factures, en version électronique, seront établies au :

Conseil économique, social et environnemental
Secrétariat Général
Direction administrative et financière
Cellule facturière
9 Place d'Iéna
75775 Paris Cedex 16

et déposées sur le portail Chorus-Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il conviendra d'indiquer le Siret du CESE et le code service d'imputation du bon de commande (ces éléments seront fournis au titulaire dès la notification).

6.5. Acceptation de la demande de paiement

Le CESE accepte, propose des rectifications ou rejette la demande de paiement. Le statut correspondant à chaque demande de paiement est mis à disposition de l'émetteur au travers de Chorus Pro.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le CESE règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

6.6. Paiement

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire (ou du sous-traitant en cas de paiement direct) mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire ou le sous-traitant.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Secrétaire général du CESE.

La personne chargée du paiement est le trésorier du CESE.

6.7. Retard de paiement - intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

ARTICLE 7 MODALITES DE VERIFICATION ET D'ADMISSION DES PRESTATIONS OU MISSIONS

7.1 Responsables administratifs et techniques pour le CESE

La personne désignée comme responsable administratif est le Secrétaire Général du CESE ou son représentant.

La personne désignée comme responsable technique est le Directeur de l'accueil des publics et du patrimoine immobilier ou son représentant.

7.2 Responsable technique pour le titulaire

Le responsable de la prestation pour le titulaire sera la personne habilitée à le représenter auprès du CESE pour toute question relative à l'exécution des prestations.

Le Titulaire mentionnera dans son offre, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de son représentant et informera le CESE en cas de modification de ces informations en cours d'exécution du présent marché.

La bonne exécution de l'accord-cadre suppose que le Titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'administration quelle que soit la nature des problèmes évoqués. Ce responsable désigné ci-après par le titulaire est l'unique interlocuteur du CESE pendant toute la durée de l'accord-cadre : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce

responsable en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire en avise immédiatement le CESE et lui indique le nom, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

7.3 Suivi de la qualité

Le titulaire est tenu de mettre en place les moyens de contrôle adéquats et permanents lui permettant d'assurer la qualité des prestations qui lui sont confiées par le CESE, tant dans ses ateliers que pendant le transport et l'acheminement des livraisons auprès des destinataires.

Le CESE se réserve le droit de procéder à des actions de contrôle ou d'audit dans les locaux du titulaire pour s'assurer des moyens de contrôle mis en place tout au long de la chaîne de réalisation des prestations décrites dans le présent accord-cadre, ceci même en l'absence d'incidents particuliers.

A l'issue des contrôles éventuels réalisés par le CESE, le titulaire devra, à la demande de celui-ci, suivre les recommandations qui lui seront éventuellement formulées.

7.4 Opérations de vérifications

Le CESE effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples dans les conditions prévues à l'article 27 et 28.1 du CCAG-FCS. La personne chargée des vérifications est : le responsable des services techniques ou son représentant dûment habilité.

7.5 Admission, ajournement, réfaction et rejet

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS. La personne chargée de l'admission des prestations est l'autorité compétente ou son représentant dûment habilité.

7.6 Evolutions techniques

En cas d'évolution technique des matériels visés par le marché, le titulaire peut fournir, après acceptation des services techniques, un matériel de caractéristiques égales ou supérieures, entièrement compatible avec les systèmes installés et au prix du marché. L'application de cette clause, que ce soit à la demande des services techniques ou sur proposition du titulaire reste soumise à l'autorisation expresse de la personne publique.

ARTICLE 8 - NANTISSEMENT

Les conditions de cession ou de nantissement de créances sont fixées par les articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

ARTICLE 9 – PENALITES

Les pénalités journalières de retard dans l'exécution des prestations sont calculées comme indiqué à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS. Conformément au CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut dépasser 10% du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande. Les pénalités de retard ne sont appliquées qu'à la suite d'une phase de contradictoire avec le titulaire du marché, invité par l'acheteur à présenter ses observations, comme indiqué à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS

ARTICLE 10 – PIECES A PRODUIRE DURANT L'EXECUTION DU MARCHE

Conformément aux articles D.8222-5 et D.8254-1 et suivants du Code du travail, devront être produits tous les 6 mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les documents suivants :

- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de ses obligations sociales et datant de moins de 6 mois ;
- Un document garant de l'inscription du titulaire au Registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers (K Bis, cadre d'identification, ou autres documents, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription) ;
- La liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail.

ARTICLE 11 STATUT DU PERSONNEL TITULAIRE

11.1. Composition et liens juridiques

Le Titulaire s'oblige à mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur, pendant toute la durée du présent accord-cadre, le(s) profil(s) pressenti(s) proposé(s) par le Titulaire dans son offre.

11.2. Absence prolongée, départ du personnel et remplacement

En cas d'absence ou de départ d'un profil pressenti affecté à l'exécution des prestations, le Titulaire devra impérativement, dans un délai de 48 heures à compter de la connaissance des dates des événements, en aviser le pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution de l'accord-cadre ne s'en trouve pas compromise.

Le Titulaire doit proposer un remplaçant de niveau et de compétence équivalente dans les 48 heures suivant la réception de l'avis mentionné à l'alinéa précédent. Le remplaçant sera considéré comme accepté si le pouvoir adjudicateur ne le récusé pas dans les 8 jours ouvrés à compter de la réception du courrier suivant sa désignation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve, alors, le droit de rejeter la personne proposée. Le Titulaire dispose alors de 48 heures pour proposer un nouveau remplaçant. En cas de nouveau rejet, l'accord-cadre pourra être résilié de plein droit, sans préavis et sans indemnités, aux torts exclusifs du Titulaire.

11.3. Récusation du personnel

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de récuser les personnels du Titulaire qui s'avéreraient inadaptés à l'exécution des prestations. Il devra alors indiquer par écrit les raisons pour lesquelles ils souhaitent récuser le personnel du Titulaire.

Le Titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés dans les conditions précisées à l'article 11.2 ci-dessus.

ARTICLE 12- OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1. Discretion et confidentialité

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du représentant du CESE, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de l'exécution du service.

12.2. Références

L'utilisation du présent marché, ou des prestations réalisées, en tant que référence, est subordonnée à l'accord écrit et préalable du CESE.

12.3. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé.

ARTICLE 13 – GARANTIE TECHNIQUE

Par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, les prestations font l'objet d'une garantie de 2 ans.

ARTICLE 14 – ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE ET PROFESSIONNELLE

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 15 - RESILIATION

15.1. Exécution aux frais et risques du Titulaire

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux dispositions du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

15.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le taux de l'indemnité versée au titulaire appliqué sur le montant hors taxe de la partie résiliée du marché est de 5 %.

ARTICLE 16 – CONDITIONS D'EXECUTION ENVIRONNEMENTALES

Le processus de fabrication des produits ou des services, objet du présent marché, doit avoir un

impact réduit sur l'environnement. Le processus de fabrication devra respecter les exigences suivantes : Respect des normes et réglementations en vigueur en matière de droit environnemental. La CESE sera sensible au dispositif mis en place par le candidat pour favoriser la sobriété de la solution proposée, et/ou tout autres actions visant à réduire l'empreinte environnementale du dispositif.

ARTICLE 16 - PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

L'hébergement et l'ensemble des traitements effectués sur les données doivent être physiquement réalisés dans les limites du territoire national par une entité de droit français et en application des lois et normes françaises. Dans le cas d'un cloud public, la séparation logique des données par rapport à celles des autres clients doit être garantie.

Le titulaire s'engage à traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ font l'objet du marché et conformément aux instructions documentées du CESE.

Il met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées, précises, détaillées et documentées pour protéger les données personnelles contre tout risque de destruction, perte, altération, divulgation ou accès non autorisé, mais également pour en assurer la disponibilité et l'intégrité.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès de lui des demandes d'exercice de leurs droits, il doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au représentant du responsable de traitement.

Le cas échéant il notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par tout moyen. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente

Au terme du marché, ou en cas de rupture anticipée de ce dernier pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'engage à procéder, au choix du pouvoir adjudicateur, à la destruction de tous fichiers comportant des Données Personnelles ou à restituer intégralement tout support comportant de telles Données Personnelles et à n'en conserver aucune copie ou original. Une fois les données détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

ARTICLE 17 - LITIGES

En cas de litige le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Articles du CCAG auxquels il est dérogé	Intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations
33	Article 13 Garantie